



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WU-101/11_Fra

31 octobre 2011 #101 La CPI semaine après semaine



Situation en République du Kenya

Le 31 mars 2010, la Chambre préliminaire II a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête *proprio motu* sur la situation au Kenya, Etat partie depuis 2005. Suite à la délivrance de citations à comparaître le 8 mars 2011, six citoyens kenyans ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire II les 7 et 8 avril 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey et Joshua Arap Sang* s'est tenue du 1^{er} au 9 septembre 2011. L'audience de confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta et Mohammed Hussein Ali* s'est tenue du 21 septembre au 5 octobre 2011. Les décisions sur les confirmations des charges n'ont pas encore été rendues.

Affaire Ruto, Kosgey et Sang

Pre-Trial Chamber II will issue its decisions confirming or declining to confirm the charges in both Kenyan cases on the same date

(La version française sera disponible sur le site Web prochainement)

On 26 October 2011, Pre-Trial Chamber II decided that the decision to confirm or decline to confirm the charges in the case of *The Prosecutor v William Samoei Ruto, Henry Kiprono Kosgey and Joshua Arap Sang* will be issued on the same date as the decision in the case of *The Prosecutor v Francis Kirimi Muthaura, Uhuru Muigai Kenyatta and Mohammed Hussein Ali*. The confirmation of charges hearings in these two cases were held from 1 to 8 September 2011 and from 21 September to 5 October 2011, respectively.

The Chamber, duty-bound by law to protect the safety and well-being of witnesses and victims throughout the proceedings, took this decision mindful of the many security concerns raised by the victims in both cases. Those concerns were also supported by regular reports received by the Chamber on the security situation in the Republic of Kenya.

In its decision, the Chamber also reiterated its appeal previously made to all concerned and citizens of the Republic of Kenya to respect the life, security and property of victims and witnesses and to refrain from engaging in any activities that are likely to trigger or exacerbate tension and violence in the Republic of Kenya.

Décisions adoptées entre le 24 et le 28 octobre 2011

Decision on the Issuance of the Decision Pursuant to Article 61(7) of the Rome Statute

Rendue par la Chambre préliminaire II, le 26 octobre 2011

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui ainsi que le suspect Callixte Mbarushimana sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. L'audience de confirmation des charges contre Callixte Mbarushimana s'est tenue du 16 au 21 septembre 2011. La décision sur la confirmation des charges n'a pas encore été rendue.

Décisions adoptées entre le 24 et le 28 octobre 2011

Affaire Lubanga

Redacted Order on the Request for Reconsideration of Order ICC-01/04-01/06-2785-Conf

Rendue par la Chambre de première instance I, le 25 octobre 2011

Order on the application from DRC-DO1-WWWW-0019 of 1 June 2011

Rendue par la Chambre de première instance I, le 3 juin 2011

Decision on two requests for leave to appeal the "Decision on the request by DRC-DO1-WWWW-0019 for special protective measures relating to his asylum application"

Rendue par la Chambre de première instance I, le 4 août 2011

Affaire Mbarushimana

Decision on the "Defence Challenge to the Jurisdiction of the Court"

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 26 octobre 2011

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 24 et le 28 octobre 2011

Affaire Bemba

Decision on 270 applications by victims to participate in the proceedings

Rendue par la Chambre de première instance III, le 25 octobre 2011

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Déclaration du Président

La CPI exprime son profond regret face à la perte du juge Antonio Cassese

La Cour pénale internationale (CPI) exprime son profond regret à propos de la douloureuse perte d'Antonio Cassese, un des éminents auteurs en matière de droit pénal international. Le juge Cassese fût le premier président du premier tribunal pénal international, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et était, jusqu'à une période récente, le président du Tribunal spécial pour le Liban.

Le président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song, a déclaré qu'« Antonio Cassese a toujours été au premier rang de la justice pénale internationale ». Il a aussi souligné que le juge Cassese présida la Commission internationale d'enquête sur le Darfour sur recommandation de laquelle le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies avait renvoyé, pour la première fois, une situation devant la CPI. « Nous tous qui travaillons dans le domaine du droit pénal internationale lui sommes largement redevables », a dit le président Song.

Événements

Le Président de la Cour pénale internationale s'adresse à l'Assemblée générale des Nations Unies : « Le soutien international en faveur de la Cour n'a cessé de grandir »

Le 26 octobre 2011, le juge Sang-Hyun Song, Président de la Cour pénale internationale (CPI), a présenté le septième rapport annuel de la CPI à l'Assemblée générale des Nations Unies. « Avec deux nouvelles enquêtes et plusieurs nouvelles affaires, la Cour est plus occupée que jamais », a-t-il déclaré, ajoutant que le soutien international en faveur de la Cour n'a cessé de grandir et que les États parties au Statut de Rome sont désormais au nombre de 119. Soulignant que la CPI et l'ONU ont des objectifs communs, il a appelé tous les États Membres de l'ONU à s'unir « pour soutenir les efforts menés au niveau international afin de mettre un terme aux crimes les plus graves qui touchent l'humanité ».

Le Président de la Cour a informé l'Assemblée générale que le premier procès devant la CPI s'est achevé en août dernier et que le jugement dans l'affaire concernant Thomas Lubanga Dyilo, qui est accusé d'avoir utilisé des enfants soldats en République démocratique du Congo, est attendu avant la fin de l'année. Deux autres procès sont en cours, tandis qu'un quatrième est en préparation.

Le Président a remercié la France d'avoir apporté sa coopération à la Cour en arrêtant Callixte Mbarushimana, qui serait responsable de crimes commis dans les provinces du Kivu en République démocratique du Congo. Il a en outre fait savoir que les procédures menées dans le cadre de la situation au Kenya ont considérablement progressé pendant l'année écoulée. Les six suspects ont déféré aux citations à comparaître que leur a adressées la Chambre préliminaire en mars dernier et se sont présentés volontairement devant la Cour. La question du renvoi en jugement des affaires découlant de cette situation est pendante.

Le Président de la Cour a informé l'Assemblée générale que le nombre de situations faisant l'objet d'enquêtes de la Cour est passé de cinq à sept. En effet, à la suite du vote à l'unanimité du Conseil de sécurité en faveur du renvoi de la situation en Libye au Procureur de la CPI, la Cour a délivré trois mandats d'arrêt. En outre, un peu plus tôt ce mois-ci, les juges ont autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur les crimes qui auraient été commis en Côte d'Ivoire au lendemain de l'élection présidentielle.

Le Président de la Cour a exprimé sa profonde préoccupation quant au fait que les mandats d'arrêt délivrés il y a plusieurs années par la CPI à l'encontre de Joseph Kony et de trois autres commandants présumés de l'Armée de résistance du Seigneur dans le cadre de la situation en Ouganda, de Bosco Ntaganda dans le cadre de la situation en République démocratique du Congo, ainsi que d'Omar Al-Bashir, d'Ahmad Harun et d'Ali Kushayb dans le cadre de la situation au Darfour (Soudan), n'ont toujours pas été exécutés. « J'exhorte les États à redoubler d'efforts pour que les personnes concernées soient traduites en justice », a-t-il déclaré.

Soulignant l'importance du rôle joué par le Fonds au profit des victimes associé à la CPI, le Président Song a déclaré que les toutes premières décisions judiciaires relatives aux réparations en faveur des victimes pourraient être rendues par la Cour dès l'année prochaine. Il a en outre rappelé l'importance du rôle joué par la Cour auprès des communautés touchées par les crimes relevant de sa compétence et fait observer que, grâce à l'assistance judiciaire offerte par la Cour, des milliers de victimes ont pu participer aux procédures par l'entremise de leur représentant. Il a ajouté qu'il avait personnellement eu le privilège de participer à des activités de sensibilisation en République démocratique du Congo et en Ouganda et avait été profondément touché par le combat des victimes pour reconstruire leur vie, par leurs appels à l'aide et par leur soif de justice.

Le Président Song a souhaité une chaleureuse bienvenue à la Grenade, à la Tunisie, aux Philippines, aux Maldives et au Cap-Vert, qui ont accédé au Statut de Rome cette année, ajoutant que les États parties seraient amenés à prendre des décisions d'une importance particulière lors de la prochaine session de l'Assemblée des États parties qui doit se tenir en décembre, et au cours de laquelle, pour la première fois depuis la création de la Cour, à la fois un nouveau Procureur et six nouveaux juges seront élus. Une nouvelle ère s'ouvrira alors dans l'histoire de la CPI, qui célébrera ses dix années d'existence le 1er juillet 2012.

Évoquant les efforts menés au niveau mondial en faveur de la protection des droits de l'homme et de la promotion de l'état de droit, le Président Song a souligné que la paix et la sécurité internationales, au même titre que la prévention et la répression des crimes internationaux graves, étaient des objectifs communs à la CPI et à l'ONU. « L'ONU et la communauté internationale ont reconnu que la justice fait partie intégrante de la résolution des conflits » a-t-il déclaré, ajoutant que pour être efficace, la justice doit suivre son cours sans ingérence et sans faire l'objet de considérations politiques.



Le Président de la CPI, le juge Sang-Hyun Song (à gauche), rencontre le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon
© UN Photo/Ryan Brown

Le Président Song a conclu son allocution en invitant tous les États Membres de l'ONU à s'unir afin de soutenir les efforts menés au niveau international pour mettre un terme aux crimes les plus graves qui touchent l'humanité. « Le Statut de Rome repose sur des valeurs communes d'importance fondamentale — la paix, la sécurité et le bien-être des enfants, des hommes et des femmes du monde entier. En se joignant à cette communauté, chaque État apporte sa pierre à l'édification d'un rempart qui protégera les générations futures de terribles atrocités » a-t-il ajouté.

Au début de la semaine, le Président Song a rencontré le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Ban Ki-moon, afin de le remercier du précieux soutien que celle-ci apporte à la CPI et de débattre des moyens de renforcer la coopération entre ces deux institutions. Il tiendra un certain nombre de réunions bilatérales avec les États Membres de l'Organisation avant de conclure sa visite à New York vendredi.

Allocution du Président Song

Septième rapport annuel de la Cour pénale internationale à l'Assemblée générale des Nations Unies

A/66/309 - English, Español, Français, Русский, عربي, 中文

Source : Assemblée des États Parties

Rapport du Comité de recherche pour le poste de Procureur

Español, عربي



Les membres du Comité, représentant chacun un groupe régional, à partir de la gauche : S.E. M. Baso Sangqu (États africains), S.E. M. Joel Hernández (États d'Amérique latine et des Caraïbes), Son Altesse Royale le Prince Zeid Ra'ad Zeid Al-Husseini (États asiatiques) (Coordinateur), Sir Daniel Bethlehem (États européens occidentaux et autres États) et S.E. M. Miloš Koterec (États européens orientaux) (Coordinateur adjoint)

À l'occasion d'une réunion spéciale du Bureau, ouverte aux États Parties, le Président de l'Assemblée des États Parties, l'Ambassadeur Christian Wenaweser, a présenté le rapport, daté du 22 octobre 2011, du Comité de recherche pour le poste de Procureur. Le Comité de recherche a présenté une liste restreinte de candidats, incluant les noms des personnes parmi lesquelles l'Assemblée pourrait choisir le nouveau Procureur de la CPI, appelé à prendre ses fonctions à la fin du premier semestre 2012.

Le Comité de recherche, institué par l'Assemblée au cours de sa neuvième session en décembre 2010, est composé de cinq membres représentant l'ensemble des groupes régionaux, et a reçu le mandat de faciliter la désignation et l'élection, par consensus, du nouveau Procureur.

Le processus engagé en vue de la désignation du nouveau Procureur est appelé à se poursuivre durant les prochaines semaines au sein du Bureau, le cadre juridique de cette opération prévoyant que tout doit être mis en œuvre pour élire le Procureur par consensus.

Le rapport du Comité de recherche est disponible sur le site web de la Cour à l'adresse suivante : <http://tinyurl.com/ASPSCP>, qui contient également des informations sur le Comité de recherche.

Source : Assemblée des États Parties

Le Président de l'Assemblée en visite à La Haye

Español, عربي



Son mandat de trois ans prenant fin le 12 décembre 2011, l'Ambassadeur Christian Wenaweser, Président de l'Assemblée des États Parties (l'« Assemblée »), s'est rendu en visite à La Haye du 19 au 21 octobre. Ayant à ses côtés le Vice-Président de l'Assemblée et Président du Groupe de travail de La Haye, Monsieur l'Ambassadeur Jorge Lomónaco et le Président du Groupe d'étude sur la gouvernance, Monsieur l'Ambassadeur Pieter de Savornin Lohman, le Président Wenaweser a pris part à une réunion informelle avec 15 juges de la Cour, afin d'examiner des questions d'intérêt commun et notamment le travail entrepris par le groupe d'étude. Il a aussi rencontré les hauts fonctionnaires de la Cour ainsi que des représentants de la communauté diplomatique, a pris part, à l'initiative du comité du personnel, à une séance libre de questions-réponses avec les fonctionnaires, a donné une conférence, à l'Institut T.M.C. Asser, sur le rôle dévolu au Président de l'Assemblée des États Parties ; et il s'est également adressé au Groupe des Amis de la CPI basé à La Haye pour discuter des principaux problèmes qu'abordera l'Assemblée à sa dixième session et par la suite.

Par ailleurs, il a pris part à un débat sur la révision institutionnelle de la structure de gouvernance de l'Assemblée des États Parties, organisé par l'Ambassade du Royaume Uni. Ce débat visait à permettre aux États Parties de réfléchir sur la structure institutionnelle du système mis en place par le Statut de Rome, et en particulier le rôle qui est le leur en matière de gouvernance et de gestion. Les discussions engagées lors de ces réunions, selon la règle de Chatham House, ont porté essentiellement sur l'agencement du nombre de sessions de l'Assemblée et l'organisation de ses activités, le Groupe de travail de La Haye du Bureau et le Comité du budget et des finances.

Lors d'une conférence de presse, le Président a fait un exposé sur l'état d'avancement du rapport afférent aux travaux du Comité de recherche pour le poste du Procureur, ledit document devant être rendu public le 25 octobre et devant contenir une liste restreinte de candidats aux fins de son examen par le Bureau et l'Assemblée. Il a rappelé à cet égard que, à l'occasion de la phase qui s'ouvrirait, les États Parties chercheraient à s'entendre sur le nom d'un candidat de consensus, devant être élu par l'Assemblée en décembre et prendre ses fonctions le 16 juin 2012. Il a également évoqué l'élection à venir de six nouveaux juges, les débats sur le budget pour 2012 et les démarches qu'il avait entreprises au sujet du déplacement officiel d'un accusé, en octobre, sur le territoire d'un État Partie, tenu de donner suite au mandat d'arrêt lancé contre la personne en question.

S'agissant de la situation en Libye en général, il a indiqué que, selon lui, la Cour devait continuer à s'acquitter de son mandat tel qu'énoncé dans la résolution 1970 (2011) du Conseil de sécurité des Nations Unies, et qu'il s'attendait à ce que les autorités libyennes coopèrent pleinement avec la CPI, conformément aux termes de ladite résolution.



Le Président Wenaweser a déclaré également que, dans le droit fil de l'état de droit, il aurait préféré que les accusés soient appréhendés et mis en jugement. S'agissant des mandats d'arrêt actuellement lancés à l'encontre de Messieurs Saif Al Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi, le Président a déclaré qu'il comptait que les autorités libyennes agissent conformément au souhait qu'ils ont affirmé de faire respecter l'état de droit, de façon à ce que les accusés soient tenus pleinement responsables de leurs actes au terme d'enquêtes et de procès proprement menés.

Source : Assemblée des États Parties

Calendrier

OCTOBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
31						
NOVEMBRE 2011						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
	1	2 La Juge Monageng s'adresse aux avocats lors de la conférence annuelle de l'IBA à Dubai (Emirats Arabes Unis)	3	4	5	6
7 La CPI reçoit la visite de juges et du greffier adjoint de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples	8 La CPI organise une cérémonie d'accueil pour les Philippines La CPI accueille la 21ème séance d'information à l'intention du corps diplomatique	9	10	11	12	13
14 Le Président Song prononce le discours d'ouverture de la semaine 2011 Droit, Justice et développement à la Banque mondiale, Washington DC (USA)	15 Le greffier de la CPI lance un appel aux avocats à Milan (Italie)	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.